

fiscalité. Mais cet organisme n'aura pas la même signification que l'UNESCO international. A mon sens, la signification pour l'UNESCO national sera la suivante: U-N-E-S-C-O—Union naturelle des essouffés sociaux avec les cocos officiels! Voilà exactement ce que sera cet UNESCO. Voilà exactement le genre de personnes qui se réuniront dans deux jours à Ottawa.

Les résultats, nous les connaissons à l'avance. Le gouvernement central dira: Nous n'avons pas les moyens de vous en donner davantage. Prenez vos responsabilités et imposez de nouvelles taxes. Si vous avez besoin d'argent, vous savez où aller: Dans les poches des contribuables. Les représentants des provinces vont retourner chez eux clopin-clopant et les résultats de la conférence seront exactement les mêmes que ceux du passé.

Monsieur l'Orateur, il y a un autre point sur lequel le ministre des Finances a beaucoup insisté, en disant: Les sommes accordées jusqu'ici aux provinces riches du Canada, c'est-à-dire la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, seront diminuées de façon à favoriser la construction d'édifices publics dans les provinces sous-développées. Cela voulait dire qu'il y a sept provinces sous-développées et trois qui sont en bonne posture économique.

Parmi ces trois provinces, il faut noter que deux sont administrées par des créditistes depuis nombre d'années: l'Alberta, qui l'est depuis 33 ans, et la Colombie-Britannique, depuis 18 ans. Or, parce que ces provinces ont eu l'avantage d'avoir des administrations efficaces, on les punira en leur demandant de venir en aide aux provinces déshéritées du Canada, alors qu'il y a des possibilités d'améliorer les conditions dans toutes les provinces, sans enlever quoi que ce soit à l'une d'elles. Mais le gouvernement n'a pas le moyen d'agir, de faire face à ses obligations et, surtout, il n'a pas le cœur de prendre ses responsabilités.

Monsieur l'Orateur, ceci m'amène à parler de questions économiques. Le 22 mai dernier, le Ralliement créditiste présentait à la Chambre une motion qui se lisait comme il suit:

Cette Chambre est d'avis que le gouvernement a négligé de prendre des mesures efficaces pour donner au pays une politique de distribution des biens et des services qui permettrait à chaque citoyen d'obtenir sa part de l'abondance canadienne.

Monsieur l'Orateur, il me semble qu'il s'agit d'une motion logique, non démagogique, mais réaliste. Or, pour discuter de cette motion, le gouvernement a eu recours à deux ministres qui, évidemment, ne pouvaient pas vanter le Crédit social et, de fait, ils ne l'ont pas fait.

[M. Caouette.]

Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) disait qu'il n'était pas économiste et que je ne l'étais pas non plus, d'ailleurs. Il est clair, que je ne suis pas économiste, dans le système actuel, pour essayer de distribuer la rareté en face de l'abondance, et la rareté, c'est l'argent. Je dirai pourtant que le ministre de l'Expansion économique régionale, qui dit qu'il n'est pas économiste, a quand même appelé l'attention de la Chambre sur le fait que les créditistes, eux, ont reçu les lumières du Saint-Esprit, qu'ils ont des solutions magiques et le tout a été répété par le ministre des Postes et des Communications (M. Kierans) qui, lui, est économiste, mais économiste dans le système qui consiste à distribuer la rareté d'argent dans une abondance de biens et de services.

Je citerai premièrement les paroles du ministre de l'Expansion économique régionale, qui disait: Je félicite le député de Témiscamingue, qui a réussi le tour de force de faire toujours le même discours depuis 25 ans, d'y appeler en même temps l'attention de la province et celle du pays.

Monsieur l'Orateur, pourquoi ai-je prononcé le même discours? Parce que nous sommes aux prises avec les mêmes problèmes, et ce depuis 25 ans. Je dirai au ministre de l'Expansion économique régionale que lui aussi a fait les mêmes discours pendant 25 ans, mais qu'il a changé de discours depuis quelques années. Pendant 25 ans, alors qu'il était chef syndicaliste dans la province de Québec, le ministre de l'Expansion économique régionale répétait le même discours et traitait tous les politiciens du Canada et ceux de la province de Québec de pourriture. Il le répétait à toutes les occasions.

Je regrette que le ministre ne soit pas à la Chambre. Aujourd'hui, il fait un autre discours parce qu'il a changé de côté de clôture. Aujourd'hui, il n'est plus si pressé d'encourager, d'aider les syndicats. Il les trouve extravagants, alors que pendant 25 ans il a passé son temps à soulever les employés contre les employeurs. Le ministre était un organisateur professionnel de grèves dans la province de Québec. En 1949, lorsque le sang des travailleurs coulait à Asbestos, dans la province de Québec, le ministre de l'Expansion économique régionale était responsable de cela.

• (4.40 p.m.)

Le ministre, à ce moment-là, parlait aux ouvriers et les soulevait contre les patrons. Le ministre devra apprendre que je n'ai jamais voulu pratiquer la démagogie, qui consiste à soulever les classes sociales les unes contre les autres, et, actuellement, qu'il s'agisse des mineurs de Noranda au d'Asbestos, des cultivateurs, des colons, des cols blancs,